

**Délibération n° 1.04**

**Réponse à la crise sanitaire : dispositifs de soutien à destination des étudiants -  
Convention de partenariat avec le CROUS Normandie**

**Intervention de Séverine BOTTE**

Notre groupe soutiendra sans réserve, sur ses objectifs comme sur ses modalités, ces dispositifs de soutien aux étudiants.

Etudiantes et étudiants qui figurent parmi les victimes principales des conséquences de cette crise sanitaire, mais qui sont aussi les grands oubliés des décisions gouvernementales.

Le quoi qu'il en coûte présidentiel ne leur était visiblement pas destiné !

Certes ce dispositif arrive bien tard, plus d'un an après le début de cette crise, et alors que nous avons réuni 5 séances du Conseil départemental avant celle-ci, mais comme l'a souligné Sophie HERVE tout à l'heure, mieux vaut tard que jamais.

Et il a notamment le mérite de se concentrer sur les étudiants boursiers, tout échelon concerné, mais aussi sur les étudiants non boursiers à travers des évaluations individualisées qui seront menées par les CROUS.

Ce qui me rappelle au passage que l'une des premières décisions prises par la majorité départementale en 2015 fut de supprimer le dispositif de bourse aux collégiens, dont une petite partie seulement des crédits a été réorientée vers l'aide à la restauration.

Cette crise n'est-elle pas le moment de réactiver les bourses à destination des familles des collégiens, étant ici dans une compétence directe de notre collectivité ?

Par ailleurs, il serait nécessaire de généraliser la dotation d'ordinateurs portables pour les collégiens qui en sont dépourvus, surtout en cette période de cours à distance.

C'est clairement les propositions et les souhaits que je vous formule au nom de notre groupe.

Enfin, pour en revenir aux étudiants, combien de temps encore et combien de souffrances faudra-t-il constater pour que ce gouvernement et ce chef de l'Etat admettent la nécessité de mettre en place un revenu étudiant.

Un RSA jeune, une allocation d'autonomie, appelez le comme vous voulez.

Toutes les associations de jeunesse, les associations humanitaires, les travailleurs sociaux, comme les études conduites par moult organismes mettent en évidence cette nécessité, que cette crise vient de renforcer.

Le système de bourse est utile mais loin d'être suffisant.

Selon un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (l'IGAS) 20% des étudiants vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Et pour des raisons purement dogmatiques et parce que, prétendument, il suffirait de traverser la rue pour trouver un job, ce président et ces gouvernements leur refuse ce droit à vivre et à étudier décemment.

C'est inacceptable.